

[Texte]

so painful for Canada. I think you are right, Mr. Langdon, that we are not a very large power, but if Canada withdrew its ambassador, withdrew diplomatic relations, it would have quite a good psychological effect. I suspect Australia and New Zealand and the other old Commonwealth countries would do the same. India would applaud. The Africans would applaud.

So there are some things we can do. I am not going to get into the economic aspects, because I think you have been given fairly clear information on what can happen from Prof. Friedman and others.

Ms A. Mitchell: I think too education in Canada is important. Canadians ought to be able to get both sides of this argument. The South African ambassador is very active in visiting churches, schools, universities. There also ought to be steps to make sure that well researched and documented information is available in the schools and the classrooms across this country.

Mr. Langdon: We have seen a lot of talk in foreign policy generally about trying to draw more popular groups, voluntary groups, into the process here in Canada. Do you see any particular ways in which this might be done with South Africa as it was, for instance, with Ethiopia? There is a constituency out there that I think is ready to respond. How could you see tapping that?

Ms A. Mitchell: I think in its own little way IDAFSA is contributing to that.

Mr. Langdon: That is why I asked you the question.

Ms A. Mitchell: Our last mailing in fact went out to 20,000 Canadians across this country. We cannot do great, huge, large mailings, because we do not have that kind of capital with which to do it. But we brought in responses from nearly 700 people. That in a response just out to the public is good, for those who have any knowledge of this issue.

The Arts Against Apartheid Festival in Toronto is an initiative that is going to bring a whole cross-section or a whole new section of service clubs, of businesses . . . and IDAFSA has indicated to that organization that we are here, we have photographic exhibits, we have publications, we are interested in supporting them.

Mr. Beer: I would add that it would be significant at this time to have the President of the African National Congress visit Canada, Oliver Tambo. It is surprising that up to this point he has not been invited. If he is able to speak to the barons of Johannesburg in Lusaka, it seems to me he can speak to Canadians and be received by our government here as a legitimate leader of the South African people.

Mr. Chrétien: Six months ago, when the debate was going on last summer, my party suggested that the government should consider immediately removing the ambassador from South Africa. We were somewhat reassured that six months would change a lot of things in South Africa. In your judg-

[Traduction]

pourrait nuire au Canada. Vous avez raison, monsieur Langdon, nous ne sommes pas une grande puissance, mais si le Canada rappelait son ambassadeur et rompait les relations diplomatiques, les effets psychologiques seraient excellents. J'imagine que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les autres pays les plus anciens du Commonwealth emboîteraient le pas. L'Inde applaudirait. Les Africains aussi.

Il y a donc certaines choses que nous pouvons faire. Je ne vais pas parler des éléments économiques parce que je pense que vous avez déjà été relativement bien renseignés à ce sujet, notamment par le professeur Friedman.

Mme A. Mitchell: Je pense également que l'aspect sensibilisation de la population au Canada est important. Les Canadiens devraient pouvoir entendre les deux parties prenantes. L'ambassadeur d'Afrique du Sud est très actif, il visite églises, écoles et universités. Nous devrions également faire en sorte de fournir à nos écoles, à nos élèves, une documentation bien étayée à ce sujet.

M. Langdon: Du point de vue général de la politique extérieure, on a beaucoup parlé du fait qu'il fallait engager davantage de groupes bénévoles dans le processus. Selon vous, comment pourrait-on procéder dans le cas de l'Afrique du Sud, un peu sur le modèle qui avait été suivi pour l'Éthiopie? Il y a un peu partout des gens qui sont prêts à réagir. Comment pourriez-vous exploiter cela?

Mme A. Mitchell: Je pense qu'avec ses faibles moyens, le FIDAAA s'active précisément dans ce sens.

M. Langdon: C'est pour cela que je vous posais la question.

Mme A. Mitchell: Notre dernier bulletin a précisément été envoyé à 20,000 Canadiens. Nous ne pouvons pas nous permettre d'en faire beaucoup plus parce que nous manquons de moyens, mais il n'empêche que ce bulletin nous a valu plus de 700 réponses. Voilà un fort bon résultat pour quelque chose qui vient d'être envoyé, du moins pour ceux qui connaissent un peu la question.

Le Festival des arts contre l'apartheid, qui a eu lieu à Toronto, est également une initiative qui va polariser l'attention d'un vaste échantillonnage de cercles de services, de milieux d'affaires qui précédemment ne s'y intéressaient pas . . . et le FIDAAA a signalé à l'organisation du festival que nous étions là, que nous avions des photographies, que nous avions des publications et que nous voulions lui prêter main forte.

M. Beer: J'ajouterais qu'il serait utile que le président du Congrès national africain, Oliver Tambo, vienne au Canada. Il est d'ailleurs étonnant qu'il n'ait pas encore été invité. S'il peut prendre la parole devant les barons de Johannesburg à Lusaka, il me semble bien qu'il pourrait également s'adresser aux Canadiens et être reçu par notre gouvernement en sa qualité de dirigeant légitime du peuple sud-africain.

M. Chrétien: Il y a six mois, lorsque le débat faisait rage l'été dernier, mon Parti avait recommandé que le gouvernement envisage de rappeler sans plus attendre son ambassadeur en Afrique du Sud. Il nous avait quelque peu rassuré, nous disant que six mois apporteraient beaucoup de changements en